

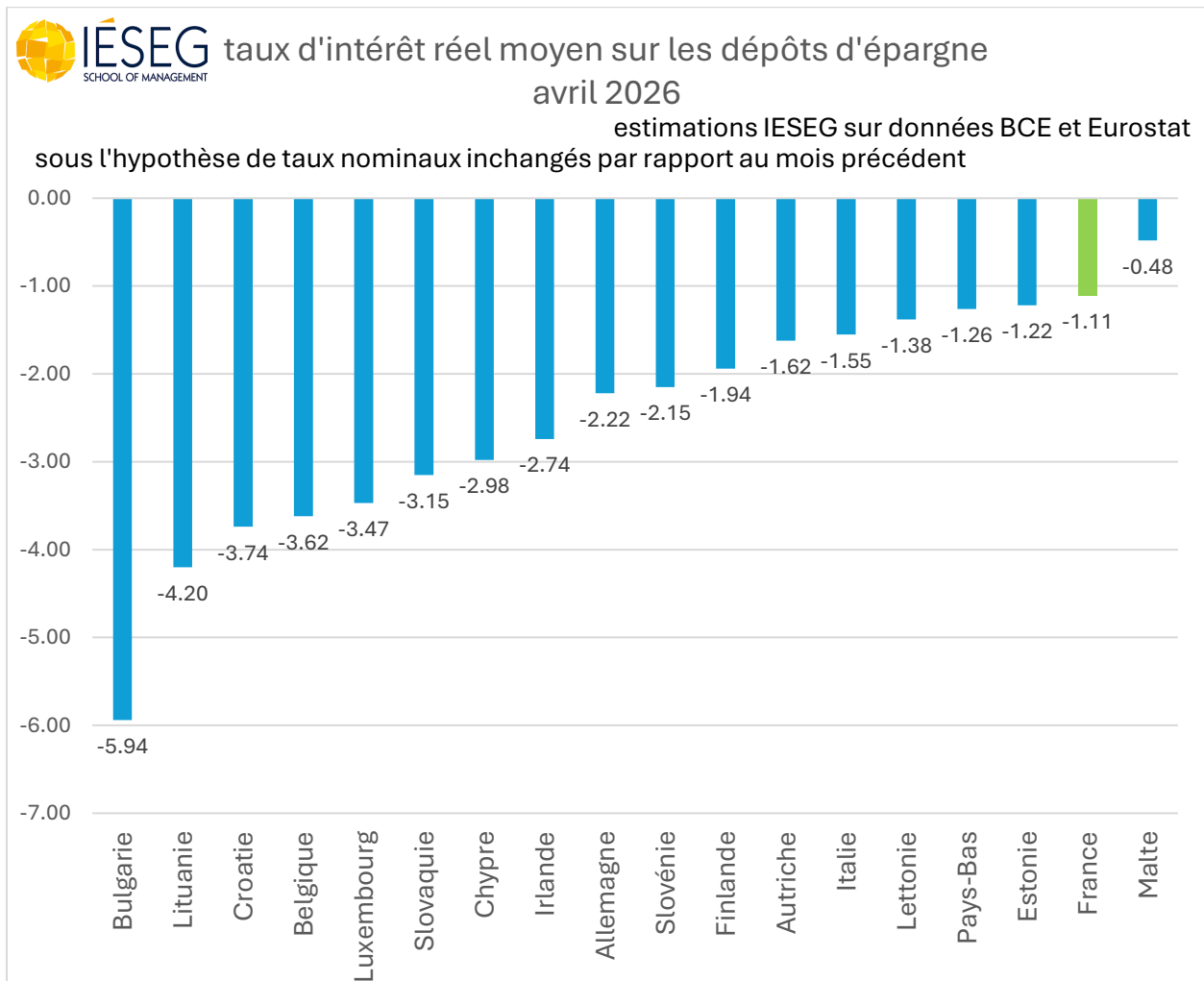
Les taux d'intérêt réels des dépôts d'épargne maintenant négatifs partout en zone euro mais assez peu en France

Eric Dor

Directeur des études économiques à l'IESEG School of Management, Paris et Lille

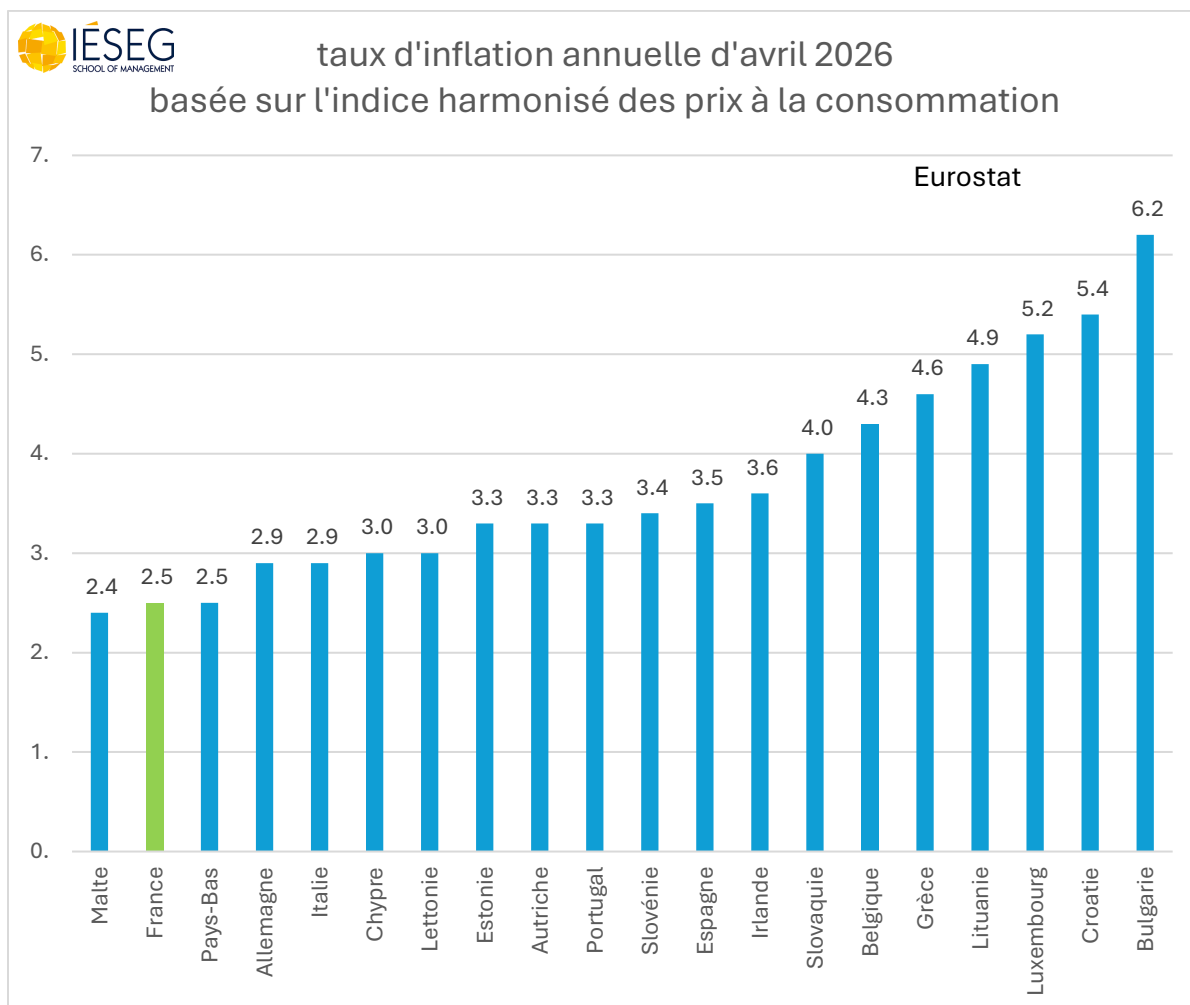
8 mai 2026

Les taux d'intérêt réels sur l'épargne sont maintenant négatifs en zone euro ! C'est causé par la forte inflation due aux prix des carburants et à la stabilité des taux nominaux payés par les banques sur les comptes d'épargne, les taux directeurs de la BCE étant encore inchangés. Les clients des banques perdent donc du pouvoir d'achat sur leurs dépôts d'épargne.



Inflation en forte hausse

L'inflation moyenne de la zone euro a fortement augmenté pour atteindre, après 1,9% en février avant le conflit, 2,6% en mars et 3% en avril. En France, l'inflation d'avril, à 2,5%, reste toutefois limitée et très inférieure à la moyenne de la zone euro.

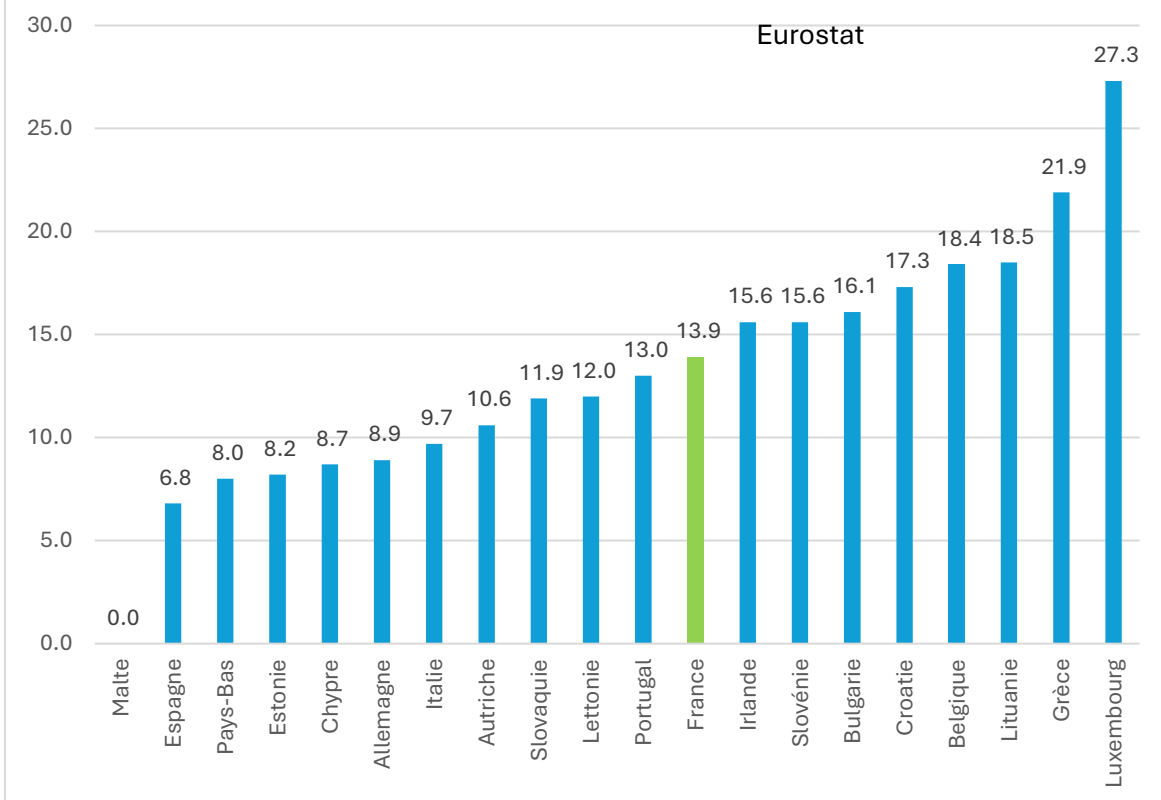


En France l'inflation se limitait encore à 1,4% en février et 2,2% en mars.

La forte hausse de l'inflation est évidemment due surtout à l'augmentation énorme des prix de l'énergie, dont le taux de croissance annuelle a été de 5,1% en mars et 10,9% en avril pour l'ensemble de la zone euro, après -3,1% en février.

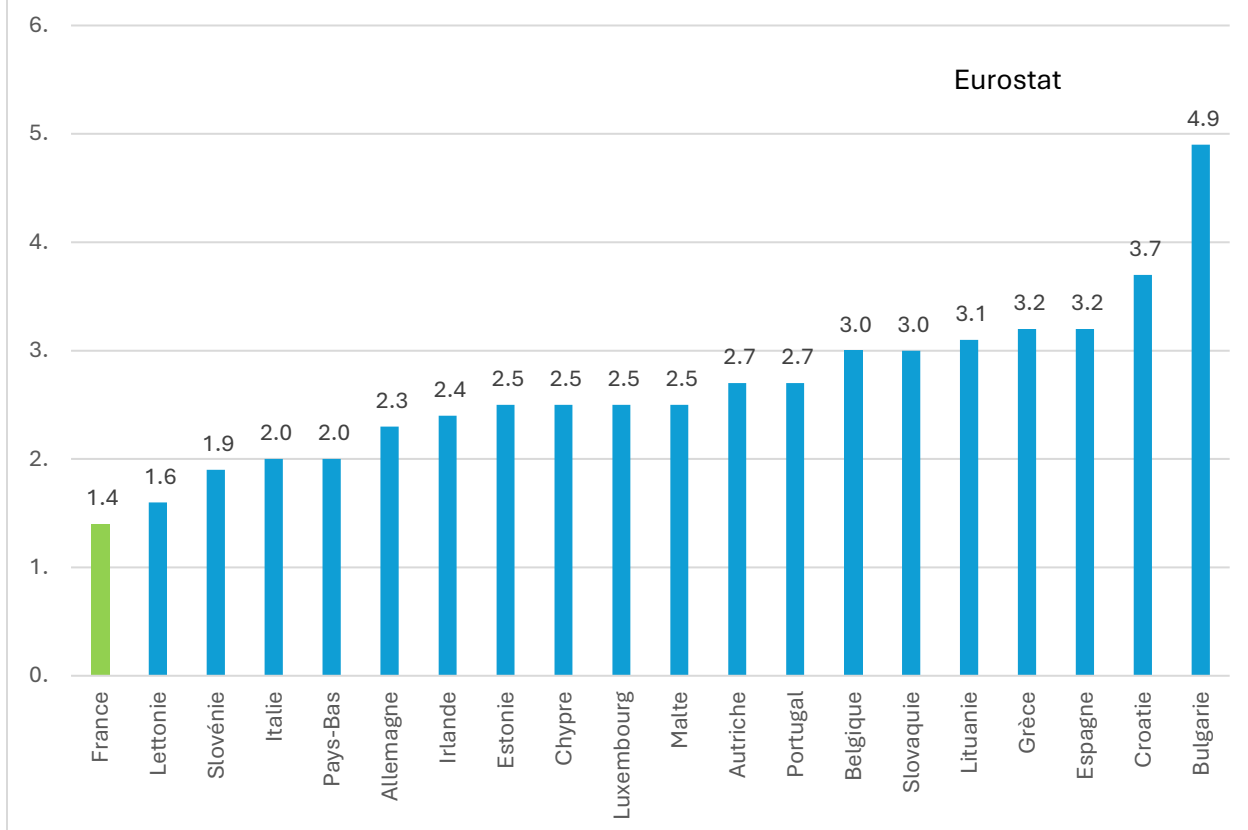
Le taux de croissance annuelle des prix de l'énergie est assez fort en France, et à 13,9% en avril, dépasse un peu la moyenne des pays de la zone euro.

taux de croissance annuelle des prix de l'énergie avril 2026



L'inflation annuelle hors énergie a légèrement baissé pour l'ensemble de la zone euro, à 2,2% en avril après 2,3% en mars et 2,4% en février.

C'est aussi ce qui est estimé en France, pour laquelle cette inflation hors énergie a diminué, à 1,4% en avril après 1,5% en février et mars. L'inflation hors énergie de la France en avril est inférieure à la moyenne de la zone euro et est même la moins forte de tous les pays de l'union monétaire.



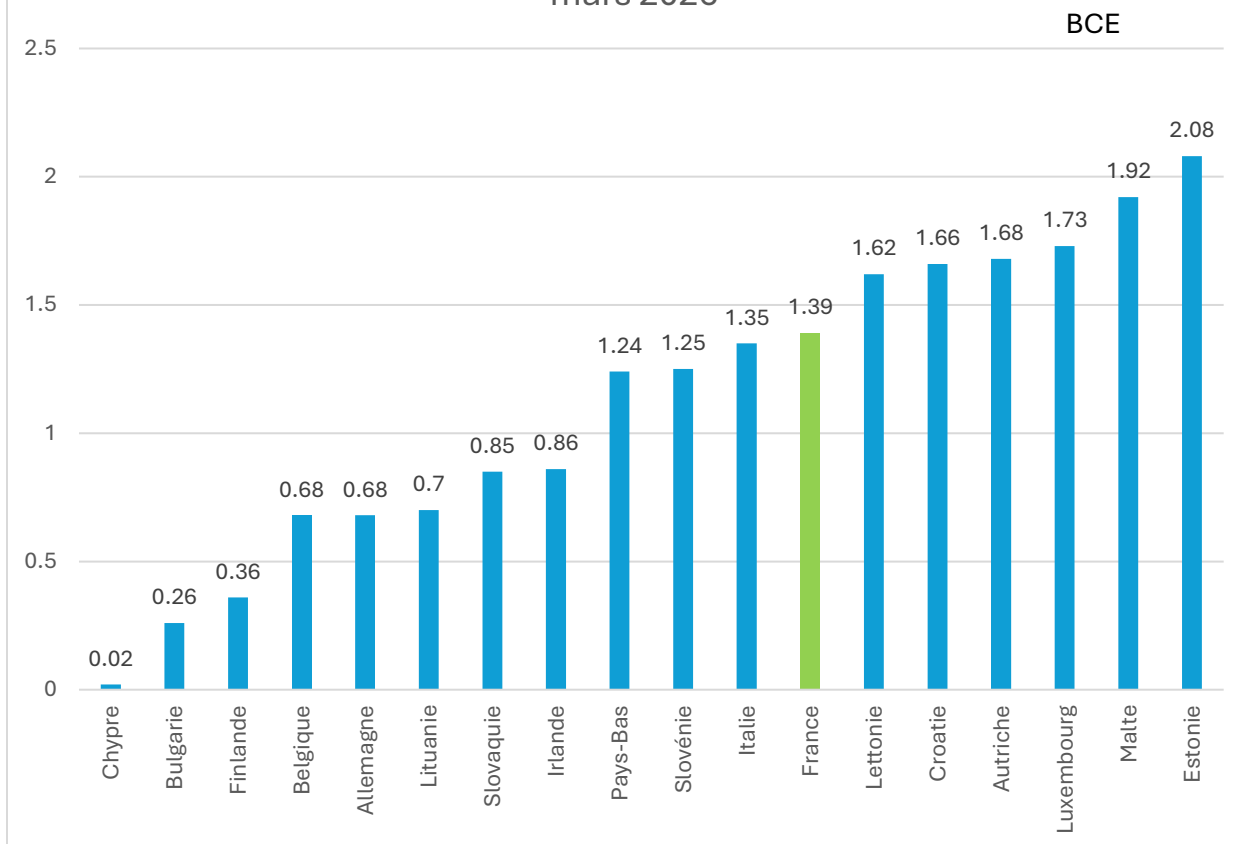
Taux d'intérêt nominaux sur les comptes d'épargne

Les statistiques de la BCE sur les taux d'intérêt nominaux sur les dépôts d'épargne sont publiées avec un délai et donc maintenant disponibles jusqu'en mars 2026. Toutefois, les taux directeurs de la BCE restant inchangés, on sait que les taux d'intérêt nominaux offerts par les banques sur les dépôts d'épargne ont dû rester également quasi inchangés en avril.

Sur les statistiques de la BCE, le concept pertinent est le taux moyen sur les dépôts d'épargne à préavis de jusqu'à 3 mois. C'est là que sont classés les dépôts d'épargne réglementés de la Belgique, par exemple.

Le taux d'intérêt nominal moyen sur les dépôts d'épargne en France, à 1,39% en mars 2026, est plutôt haut et supérieur à ceux de la plupart des autres pays de la zone euro, comme par exemple la Finlande, 0,36%, l'Allemagne et la Belgique, 0,68%, ou les Pays Bas, 1,24%. Un meilleur taux moyen est toutefois payé par les banques au Luxembourg, 1,73%.

Le bon taux moyen payé par les banques de la France est soutenu par les 1,5% qui rémunèrent les livrets A et LDDS.



Comme les taux d'intérêt nominaux de mars ont dû très peu changer depuis, principalement car les taux directeurs de la BCE sont toujours inchangés, une bonne approximation des taux d'intérêts réels obtenus maintenant par les épargnants peut être estimée en les utilisant en même temps que l'inflation d'avril. Pour calculer le taux d'intérêt réel, l'inflation annuelle d'avril a donc été déduite des taux d'intérêt de mars des comptes d'épargne.

Bien sûr des calculs exacts pourront être réalisés dès que d'ici un mois, les taux nominaux d'avril seront publiés par la BCE.

Le taux d'intérêt réel est maintenant négatif pour tous les pays de la zone euro.

Le taux d'intérêt réel sur les dépôts d'épargne est moins négatif en France, de l'ordre de -1,1% que presque partout ailleurs en zone euro. C'est parce que le taux d'intérêt nominal sur les dépôts d'épargne est supérieur à ceux de la plupart des autres pays de la zone euro et que l'inflation française est inférieure à l'inflation de la plupart des autres pays de la zone euro. Les épargnants français sont donc moins pénalisés.

Un taux d'intérêt négatif pénalise beaucoup les épargnants. Cela implique qu'après un an, lorsque les épargnants récupèrent le capital qu'ils avaient investi sur ces comptes, augmenté des intérêts, ils peuvent

acheter moins de biens et services que ce qu'ils pouvaient acquérir au départ avec l'argent placé. C'est une perte de pouvoir d'achat sur l'épargne. Pour l'éviter il faudrait que le taux d'intérêt nominal payé par les banques sur les dépôts d'épargne soit au moins égal à l'inflation.

Une hausse prochaine plausible

Il est très possible qu'au cours de la réunion de politique monétaire de juin, la BCE décide d'augmenter ses taux directeurs. Cela pourrait déclencher une hausse progressive des taux d'intérêts payés par les banques de la zone euro sur les dépôts d'épargne. Ce sera certainement le cas en France où les taux du livret A et du LDDS, révisés chaque semestre, augmentent avec l'inflation et le taux principal du marché monétaire qui dépend du taux de la facilité de dépôt de la BCE. C'est ce que montre l'expérience du passé, et en particulier de la situation récente de forte hausse des taux directeurs de la BCE, avec un taux de la facilité de dépôt qui d'encore -0,5% en juin 2022 était monté jusqu'à 4% en septembre 2023, pour contrer la forte inflation de l'époque. Les taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne en France avaient mieux augmenté en France que pour la plupart des pays voisins. Une augmentation des taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne payés par les banques en France à cause de l'inflation, renforcée si la BCE augmente ses taux directeurs, est donc très plausible.

